



**ACADÉMIE
DE POITIERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Ressources Humaines

Division des personnels Enseignants
Bureaux DPE1 et DPE2
Affaire suivie par :
Florence Odermatt, cheffe du bureau DPE1
Mél : dpe1@ac-poitiers.fr
Emmanuelle Bouyat, cheffe du bureau DPE2
Mél : dpe2@ac-poitiers.fr
22 rue Guillaume VII Le Troubadour
CS 40625
86022 Poitiers Cedex

Poitiers, le 16 décembre 2021

La rectrice de l'académie de Poitiers

A

Madame la Présidente de l'université de Poitiers,
Monsieur le Président de l'université de La Rochelle,
Monsieur le Directeur de l'ISAE-ENSMA
Madame, Messieurs les inspecteurs d'académie,
directeurs académiques des services de l'Education
nationale
Mesdames, Messieurs
les chefs d'établissements publics locaux
d'enseignement et responsables de services
Mesdames et Messieurs les directeurs de CIO
Monsieur le directeur général du CNED
Madame la directrice générale du réseau CANOPE

Objet : demande de disponibilité ou de réintégration des personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale – année scolaire 2022-2023

Références :

Loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires

Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat – Article 51 et 52

Décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions

Décret n°94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics

Décret n°2019-234 du 27 mars 2019 modifiant certaines conditions de la disponibilité dans la fonction publique

Décret n°2020-529 du 5 mai 2020 modifiant les dispositions relatives à la disponibilité pour élever un enfant

Arrêté du 14 juin 2019 fixant la liste des pièces justificatives permettant au fonctionnaire en position de disponibilité de conserver ses droits à l'avancement dans la fonction publique de l'Etat

La présente note de service a pour objet de vous informer sur les principales dispositions en vigueur pour solliciter une disponibilité ou une réintégration pour l'année scolaire 2022-2023 ainsi que le calendrier et la procédure administrative.

1 - Les différents motifs de disponibilités

1-1/ Disponibilités accordées sous réserve des nécessités de service

| Décret n° 85-986 du 16/09/1985 | Type de disponibilités | Durée | Situation administrative | Pièces à joindre |
|--------------------------------------|---|---|--|--|
| Article 44 | Pour études ou recherches présentant un intérêt général (Art 44 a) | <u>Durée maximum</u> : 6 ans 3 ans renouvelables 1 fois pour une durée égale | L'agent perd son poste et doit participer aux opérations du mouvement pour être réintégré, après accord d'un médecin généraliste agréé. | Justification d'études ou de recherches d'intérêt général dès le 1 ^{er} mois de congé |
| | Pour convenances personnelles (Art 44 b) | <u>Durée maximum</u> : 10 ans dans la carrière à condition que l'intéressé, au plus tard au terme d'une période de 5 ans de disponibilité, ait accompli, après avoir réintégré, au moins 18 mois de service continu dans la fonction publique. Les périodes de disponibilité accordées avant le 28/03/2019 sont exclues du calcul des 5 ans au terme desquels l'agent doit accomplir au moins 18 mois de service. | L'agent ne cotise pas pour la retraite. L'agent perd le bénéfice de la sécurité sociale des fonctionnaires. La carrière de l'agent est interrompue quant à l'avancement d'échelon et à l'avancement de grade. <u>Exception</u> : l'agent conserve ses droits à avancement d'échelon et de grade pendant 5 ans maximum s'il exerce une activité professionnelle pendant une disponibilité accordée ou renouvelée à partir du 07/09/2018 (pièces justificatives de l'activité à transmettre chaque année avant le 31 mai). | Un courrier précisant les raisons de la demande |
| Article 46 | Pour créer ou reprendre une entreprise | <u>Durée maximum</u> : 2 ans non renouvelable | | Attestation de création ou de reprise d'entreprise (extrait Kbis) |

1-2/ Disponibilité de droit

| Décret n° 85-986 du 16/09/1985 | Type de disponibilités | Durée | Situation administrative | Pièces à joindre |
|--------------------------------|---|---|--|--|
| Article 47 | Pour élever un enfant âgé de moins de huit ans (Art 47 1°) Rappel : 12 ans à compter du 08/05/2020 | <u>Durée maximum</u> : jusqu'aux 12 ans de l'enfant (et non plus 8 ans). Rappel : mise en œuvre à compter du 08/05/2020 | | Copie du livret de famille |
| | Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint, au partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité, à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne (Art 47 1°) | <u>Durée maximum</u> : 3 ans renouvelables 2 fois tant que les conditions requises sont réunies | L'agent perd son poste et doit participer aux opérations du mouvement pour être réintégré, après accord d'un médecin généraliste agréé. L'agent ne cotise pas pour la retraite. L'agent perd le bénéfice de la sécurité sociale des fonctionnaires. | - Copie du livret de famille - Certificat médical |
| | Pour suivre son conjoint ou le partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire (Art 47 2°) | <u>Durée maximum</u> : 3 ans renouvelables sans limitation si les conditions requises sont réunies | La carrière de l'agent est interrompue quant à l'avancement d'échelon et à l'avancement de grade. <u>Exception</u> : l'agent conserve ses droits à avancement d'échelon et de grade pendant 5 ans maximum s'il exerce une activité professionnelle pendant une disponibilité accordée ou renouvelée à partir du 07/09/2018 (pièces justificatives de l'activité à transmettre chaque année avant le 31 mai). | - Pièces justificatives de la situation familiale - attestation de l'employeur du conjoint - si activité professionnelle exercée pendant la période de disponibilité, afin de conserver les droits à avancement, fournir les pièces justificatives précisées dans l'annexe III |
| | Pour se rendre dans les DOM, les COM, la Nouvelle Calédonie ou à l'étranger en vue de l'adoption d'un ou plusieurs enfants (Art 47 5 ^{ème} alinéa) | <u>Durée maximum</u> : 6 semaines par agrément | | Attestation de l'agrément mentionné aux articles L225-2 et L 225-17 du code de l'action sociale et des familles |
| | Pour exercer un mandat d'élu local (Art 47 dernier alinéa) | <u>Durée maximum</u> : durée du mandat | | Attestation préfectorale |

2-2/ Liste des pièces justificatives à transmettre :

| Activité salariée | Activité indépendante | Création ou reprise d'une entreprise |
|--|---|---|
| Copie de l'ensemble des bulletins de salaires ET Copie du/des contrats de travail | 1) un extrait Kbis ou extrait K délivré par le tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois ou un extrait d'immatriculation D1 délivré par la chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois ou une copie de la déclaration d'activité auprès de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) ET 2) une copie du dernier avis d'imposition ou de tout élément comptable certifié attestant de la capacité de l'entreprise à procurer au fonctionnaire un revenu supérieur ou égal au revenu minimal fixé par le décret du n°2019-234 du 27 mars 2019. | un extrait Kbis ou extrait K délivré par le tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois ou un extrait d'immatriculation D1 délivré par la chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois ou une copie de la déclaration d'activité auprès de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) |

Remarque :

Pour un enseignant à l'étranger qui transmet un contrat de travail non traduit, la traduction en français établie par un traducteur assermenté est obligatoire (Dispositions de l'arrêté du 14 juin 2019 fixant la liste des pièces justificatives).

3 – La demande de disponibilité

Les enseignant(e)s qui souhaitent demander une mise en disponibilité à compter de **la rentrée scolaire de septembre 2022** adresseront l'imprimé joint en annexe I, accompagné des pièces justificatives, **avant le vendredi 11 février 2022**, à la division des personnels enseignants (DPE).

La demande de disponibilité est accordée annuellement. Il appartient à l'enseignant de faire une demande chaque année.

| |
|--|
| La position de disponibilité a pour conséquence la perte du poste précédemment détenu; celui-ci sera proposé au mouvement pour être pourvu à la rentrée 2022. |
|--|

4 – La demande de réintégration

Les personnels qui souhaitent réintégrer après une mise en disponibilité à compter de **la rentrée scolaire de septembre 2022** adresseront l'imprimé joint en annexe II, **avant le vendredi 11 février 2022**, à la division des personnels enseignants (DPE).

4-1/ La réintégration est subordonnée à la vérification de l'aptitude physique

A l'exception de la mise en disponibilité au titre du 1-3/c, la réintégration est subordonnée à la vérification par un médecin agréé et, éventuellement, par le comité médical compétent, de l'aptitude physique du fonctionnaire à l'exercice des fonctions.

Les personnels ayant fait connaître leur souhait de réintégrer seront sollicités par leur service de gestion dans le courant du mois de mars 2022 afin d'effectuer une visite médicale.

Les enseignant(e)s qui ont épuisé leurs droits de mise en disponibilité devront obligatoirement réintégrer leurs fonctions.

En effet, la non réintégration entraîne la radiation des cadres (article 24 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983).

4-2/ La réintégration implique la participation au mouvement intra-académique

Il appartient aux personnels souhaitant réintégrer de participer au mouvement intra-académique 2022.

Pour ce faire, le serveur SIAM permettant la saisie des vœux pourrait être ouvert du vendredi 18 mars 2022 à partir de 12 heures jusqu'au lundi 4 avril 2022 à 12 heures (dates indicatives).

Il leur est également conseillé de se référer à la circulaire relative aux mutations intra-académiques 2022.

Attention : Les personnels, qui demanderont à réintégrer après la clôture de SIAM, seront affectés à titre provisoire sur la zone de remplacement correspondant à leur dernier département d'affectation connu dans l'académie.

5 – Les personnels stagiaires (Décret n° 94-874 du 7 octobre 1994)

Un personnel stagiaire ne peut pas obtenir une mise en disponibilité, mais un congé sans traitement « congé pour raisons personnelles ou familiales » :

- pour convenances personnelles (3 ans maximum)
- pour élever un enfant de moins de 8 ans.
- pour donner des soins à son conjoint ou partenaire d'un PACS, à son enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave, (durée maximum 1 an renouvelable 2 fois).
- pour suivre son conjoint ou partenaire d'un PACS.

Je vous prie de bien vouloir assurer la plus large diffusion de la présente circulaire auprès des personnels concernés de votre établissement, y compris les personnels qui bénéficient d'un congé ou d'une disponibilité de quelque nature que ce soit, et les personnels absents.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

La rectrice de l'académie de Poitiers

Bénédicte ROBERT